

L'hévéa qui gâche la forêt

Ce que la diffusion des prix de revient fait à la forêt coloniale

Pierre Labardin, Justine Loizeau, Antoine Fabre, Clément Boyer

DANS **REVUE FRANÇAISE DE GESTION** 2024/2 (N° 315), PAGES 143 À 164
ÉDITIONS **LAVOISIER**

ISSN 0338-4551

DOI 10.1684/rfg.2024.16

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-francaise-de-gestion-2024-2-page-143.htm>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Lavoisier.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

PIERRE LABARDIN¹

IAE La Rochelle

JUSTINE LOIZEAU

DRM MOST Paris Dauphine PSL

ANTOINE FABRE

DRM MOST Paris Dauphine PSL

CLÉMENT BOYER

DRM MOST Paris Dauphine PSL



L'hévéa qui gâche la forêt

Ce que la diffusion des prix de revient fait à la forêt coloniale²

Cette recherche historique interroge le rôle du prix de revient dans la généralisation des plantations d'hévéas, une des sources principales de déforestation en Asie de l'Est au début du XX^e siècle à partir d'un corpus d'archives de presse. En faisant dialoguer le concept de cheapisation des vivants avec celui de commensuration, les auteurs montrent que la diffusion du prix de revient dans la presse tend à favoriser certaines formes d'exploitation du vivant, conduisant à la destruction des forêts primaires dans l'Empire colonial français. L'article permet de comprendre les effets structurels de cette période sur l'évolution des modes production du caoutchouc.

DOI:10.1684/rfg.2024.16 © 2024 JLE. Tous droits réservés

1. Auteur correspondant : pierre.labardin@dauphine.psl.eu

2. Nous tenons à remercier les deux évaluateurs anonymes, ainsi que les personnes participantes au « workshop RFG » du 14 avril 2022 et en particulier Julie Mayer, Aurélien Acquier et Bertrand Valiorgue pour leurs commentaires et suggestions qui ont permis l'amélioration substantielle du papier. Ce projet a également bénéficié des retours des participants à la conférence *Anthropocène et Management* en novembre 2022 (université Toulouse III), des JHMO en mars 2023 (université de Nantes) et du CSEAR en juin 2023 (université de Montpellier). La collecte de données empiriques a bénéficié d'une aide de l'État gérée par l'Agence nationale de la recherche (ANR-21-CE41-0012, Compter en situation coloniale).

Les activités humaines occupent aujourd'hui la quasi-totalité des terres émergées du globe. Elles sont notamment responsables de la destruction rapide des forêts tropicales primaires, libérant du dioxyde de carbone et accélérant l'extinction des espèces (Crutzen, 2002). Les premiers défrichages des forêts à des fins agricoles remontent à 8 000 ans. Ils marquent pour certains paléoclimatologues le début d'un changement global d'origine humaine : l'Anthropocène (Ruddiman *et al.*, 2015). Cette proposition de datation éclipse cependant l'ampleur inédite des ruptures géologiques en cours (Steffen *et al.*, 2011). En outre, elle alimente la remise en question du concept lui-même : en rabattant la question écologique sur un *Anthropos* indifférencié, l'Anthropocène occulte les dimensions historiques et politiques du phénomène. L'humanité n'est pas un sujet unifié, et le récit de l'Anthropocène est incapable de saisir les inégalités et les responsabilités différenciées dans le désastre écologique, en particulier celles des entreprises (Ergene *et al.*, 2021 ; Banerjee et Arjaliès, 2021). À l'instar d'autres chercheurs et chercheuses critiques, nous adoptons une lecture de l'Anthropocène comme « le résultat direct d'une économie politique qui privilégie l'accumulation de richesses au détriment de la préservation de l'environnement »

(Ergene *et al.*, 2021, p. 1320), conduisant de fait à politiser et historiciser les études en gestion sur l'Anthropocène (De Cock *et al.*, 2021).

C'est dans cette perspective que nous étudions le développement massif de plantations d'hévéas destinées à produire le latex nécessaire à la confection du caoutchouc au début du XX^e siècle, identifié comme une des sources principales de déforestation³, après l'huile de palme (Le Tacon, 2021). Pour analyser ce processus, nous mobilisons une grille de lecture critique de l'Anthropocène, celle du Capitalocène, défini comme une modalité particulière d'organisation de la nature selon une écologie-monde capitaliste multispécifique⁴ (Moore, 2016, p. 6). La généralisation du modèle de la plantation se caractérise par un processus de « cheapisation⁵ » des vivants humains et non humains, nécessaire à leur mise au travail. La notion de « cheapisation » désigne « les processus par lesquels le capitalisme transmute la vie non monnayable en circuits de production et de consommation, dans lesquels [l]es relations [entre le capitalisme et le tissu du vivant] ont le prix le plus bas possible » (Patel et Moore, 2018, p. 27).

Nous montrons comment les différentes alternatives à la plantation d'hévéas, consistant à saigner des plantes à latex poussant à l'état sauvage dans la forêt,

3. L'utilisation du mot « déforestation » dans ce cadre mérite d'être précisée. Il s'agit plutôt d'un remplacement d'un couvert forestier souvent riche en biodiversité (forêt primaire) par un couvert forestier plus pauvre. Selon l'acceptation générale, il s'agit toujours de forêt même si la catégorisation est contestée (Le Tacon, 2021, 74-75). La disparition des forêts primaires en Asie du Sud-Est et son remplacement par des plantations d'hévéa a de fait contribué à une émission nette de CO₂, et réduit la diversité d'usages des forêts par les humains autochtones.

4. « multispécifique » est la traduction communément admise de « multispecies » pour caractériser la participation de plusieurs espèces.

5. « cheap » signifiant « moins cher » ou « avec peu de valeur », « cheapisation » traduit l'idée d'une diminution délibérée de la valeur d'une chose ou d'un organisme vivant, d'un point de vue monétaire et/ou éthico-politique. Une traduction française pourrait donc être : « dépréciation ».

ont été progressivement marginalisées, en raison de leur moindre rentabilité. Notre travail interroge plus spécifiquement le rôle d'un instrument comptable dans un tel processus, à partir du cas particulier de la diffusion du prix de revient du caoutchouc dans la presse économique et coloniale de la première moitié du XX^e siècle. Nous analysons notre corpus à l'aide de la notion de « commensuration », développée par Espeland *et al.* (Espeland et Stevens, 1998 ; Espeland et Sauder, 2007, 2016). Ce concept désigne l'ensemble des opérations nécessaires à la comparaison et au classement de différentes entités ou processus par rapport à une métrique commune (ici le prix de revient). Elle induit une série d'effets (simplification, unification, désunification) qui modifient le système de représentations sociales et cognitives des acteurs et affectent leur prise de décision. Dans la continuité de recherches qui s'intéressent au lien entre quantification et communication (Porter, 1995 ; Desrosières, 2008), nous mettons en évidence les effets des outils comptables à une échelle macro, celle de leur diffusion dans la presse, en montrant qu'elle tend à généraliser les différents effets de la commensuration et à conventionnaliser ces instruments. Notre analyse permet de discuter les liens entre « cheapisation » et commensuration, en montrant comment la diffusion de métriques comptables participe aux dynamiques du Capitalocène au début du XX^e siècle, en favorisant des modes de production du caoutchouc les plus domageables pour les travailleurs humains et non humains. La suite de l'article est structurée en quatre sections. Dans la première partie,

nous montrons comment l'articulation des notions de cheapisation et de commensuration est utile pour expliquer la manière dont le Capitalocène tend à organiser le remplacement des forêts primaires par des plantations. Nous contextualisons ensuite le cas précis des plantations d'hévéas dans l'Empire colonial français, avant de présenter la composition de notre corpus d'archives de presse et son traitement. Dans la troisième partie nous présentons nos résultats en analysant les extraits de presse au regard des travaux sur la commensuration avant de conclure sur les principales contributions de cette recherche.

I – *CHEAPISATION* ET COMMENSURATION AU CŒUR DU CAPITALOCÈNE

1. La cheapisation comme moteur de remplacement des forêts primaires par des plantations

Le concept de Capitalocène invite à considérer les racines capitalistes de l'Anthropocène (Bonneuil et Fressoz, 2013). Dans une perspective écomarxiste, le Capitalocène comble selon Moore (2015) l'impensé écologique de Marx. Plus précisément, la simple définition du capitalisme comme un système économique et social laisse de côté la manière dont les autres vivants sont embarqués dans les processus productifs. Afin d'y remédier, Moore théorise le Capitalocène comme une période caractérisée par une manière propre au capitalisme de lier les espèces entre elles. Prolongeant la définition marxiste du capitalisme comme un processus d'accumulation primitive qui

repose sur l'exploitation des travailleurs, Moore propose de dépasser le dualisme humain/non-humains en posant que toutes les espèces travaillent « à leur manière » (Moore, 2015, p. 299).

Afin de permettre leur exploitation, ces dernières sont assignées à la « Nature » et soumises à un processus de cheapisation. La « cheapisation de la Nature » consiste à inclure au sein des circuits de production et de consommation capitalistes des humains et des non-humains dont la valeur est initialement non-monnayable. Cela induit de transformer le vivant en marchandise ou en facteur de production, à travers la mise au travail d'« animaux, sols, forêts et toutes sortes de nature extra-humaine » (Moore, 2017, p. 7).

Selon Moore (2017), la cheapisation de la Nature comporte deux aspects complémentaires touchant à la valorisation des humains et non-humains :

- 1) une diminution de leur valeur prix, correspondant au coût pour le capital d'une part et ;
- 2) une dépréciation éthico-politique conduisant à ce qu'ils soient considérés comme ne méritant ni dignité ni respect d'autre part.

Ce double mouvement tend à invisibiliser et à sous-valoriser le travail des humains et non-humains : en pratique, cela se traduit par des revenus faibles ou non existants pour les humains, et par une destruction des autres vivants, enrayant leur capacité de reproduction. Le remplacement des forêts primaires par le système de la plantation en est un exemple emblématique (Moore, 2016, p. 92). Ce processus allie cheapisation du travail des populations colonisées et des plantes (canne à

sucres, soja ou hévéa). Si Moore n'évoque pas le rôle spécifique des métriques comptables dans la cheapisation, la diminution conjointe de la valeur éthico-politique et de la valeur prix peut leur être associée. En particulier, la notion de commensuration permet de caractériser la participation active de métriques comptables dans le processus de cheapisation.

2. La commensuration : le prix de revient comme agent de la cheapisation

Avant de définir la commensuration, il convient de spécifier ce qu'est un prix de revient. Le calcul du prix de revient exprime (ou mesure) dans une unité commune (celle de la monnaie), l'ensemble des ressources et activités nécessaires à la conception, la production et la commercialisation d'un bien ou d'un service. Le prix de revient constitue une métrique permettant de comparer différentes combinaisons de ressources et d'activités nécessaires à la production. Il devient dès lors possible d'élaborer des formes de hiérarchisation de diverses alternatives de production, en les classant en fonction de leur prix de revient respectif.

En cela, l'exemple du prix de revient offre une illustration de la commensuration, qui se définit comme un processus aboutissant à « l'expression ou la mesure de caractéristiques normalement représentées par différentes unités par rapport à une métrique commune » (Espeland et Stevens, 1998, p. 315).

La commensuration se fonde d'abord sur des techniques de quantification, qui permettent d'exprimer sous forme numérique certaines caractéristiques de différentes entités ou différents processus,

par rapport à une métrique commune. Par ailleurs, la commensuration induit des formes d'évaluation relatives des objets quantifiés, sous la forme de comparaisons, de classements, de ratios, de prix, etc. En tant que procédure de hiérarchisation de diverses alternatives, la commensuration est au cœur de certaines formes de prises de décision des individus, des organisations ou de l'État.

La forme de commensuration qu'offre le calcul du prix de revient peut servir à outiller des formes répliquables de prise de décision basées par exemple sur des analyses coûts-bénéfices ou de rentabilités comparées. L'usage du prix de revient dans la prise de décision gestionnaire et économique va alors modifier « le locus et la forme de l'attention [des décideurs], créant et obscurcissant les relations entre les entités » (Espeland et Sauder, 2007, p. 16).

Plusieurs travaux ont mis en lumière les effets potentiellement délétères des métriques comptables, aussi bien d'un point de vue social (Llewellyn et Northcott, 2005) qu'environnemental (Lohmann, 2009 ; Samiolo, 2012). Les travaux de Espeland et de ses collègues proposent de mieux saisir les mécanismes à l'œuvre ainsi que leurs conséquences potentielles par la mise en évidence de trois phénomènes cognitifs concourant au processus de commensuration : la *simplification*, l'*unification* et la *désunification*.

Tout d'abord, en tant que « moyen d'organisation, d'intégration et d'élimination de l'information » (Espeland et Sauder, 2007, p. 17), la commensuration génère un phénomène de *simplification* conduisant à une décontextualisation du savoir produit sur

l'objet quantifié. Certains aspects des processus d'exploitation ne sont pas pris en compte dans le calcul du prix de revient, soit volontairement lors de l'élaboration des procédures de quantification, soit en raison de leur caractère incommensurable (Espeland et Stevens, 1998). Certaines informations ne seront pas considérées lors de la comparaison des différentes alternatives. La simplification permet de réduire l'hétérogénéité des entités ou des processus à un nombre réduit de caractéristiques, afin de les rendre comparables. Dans son analyse historique de l'usage du critère du retour sur investissement dans la prise de décision économique, Miller (1992) montre que la comparabilité d'investissements de nature différente est rendue possible par la catégorisation des biens concernés comme des actifs comptables. Ce type de catégorisation illustre le principe de simplification, dans la mesure où l'hétérogénéité des investissements est réduite par leur appartenance à une même catégorie comptable.

La commensuration génère ensuite un phénomène *d'unification*. De nouvelles relations de cohérences et de substitutabilité sont établies entre les entités et les processus commensurés, du fait de leur appartenance à une métrique commune (Espeland et Sauder, 2007, p. 19). En étudiant l'introduction d'un *benchmarking* des hôpitaux britanniques fondé sur un mode de calcul uniforme de coût moyen d'exploitation, Llewellyn et Northcott (2005) montrent que les différents hôpitaux sont unifiés par rapport à un « hôpital moyen » théorique (celui qui aurait un score maximal sur l'index des coûts). Il devient alors possible de généraliser

un mode de gestion cohérent dans tous les hôpitaux, basé sur la réduction des coûts et l'homogénéisation des activités cliniques.

Enfin, la commensuration est à l'origine d'un effet de *désunification*. Le classement et la hiérarchisation des entités les unes par rapport aux autres le long d'une métrique commune contribuent à faire apparaître une nouvelle forme de valorisation des différentes alternatives (certaines seront alors préférées à d'autres) lors des procédures d'arbitrage (Espeland et Sauder, 2007, p. 19-20). Ce phénomène de désunification dépasse largement le cadre de la décision d'investissement au sein des organisations. Un certain nombre de décisions politiques peuvent par exemple être justifiées *via* le recours à un tel raisonnement à partir de métriques comptables telles que la valeur nette actualisée, utilisée notamment par le gouvernement écossais pour démontrer l'utilité d'un projet de privatisation de certains établissements pénitentiaires (Cooper et Taylor, 2005).

Dans ce qui suit, nous étudions la manière dont la diffusion des prix de revient de différents modes de production de caoutchouc dans la presse du début du XX^e siècle a participé à la généralisation et à l'amplification des effets de la commensuration. En particulier, nous distinguons les trois processus de simplification, d'unification et de désunification dans les usages du prix de revient. Cela nous conduit à caractériser d'une part, la manière dont ces divers modes de production sont rendus comparables, et d'autre part, les conséquences de leur hiérarchisation à l'aune de leur prix de revient respectif. Nous montrons que les

effets de la commensuration associés à la diffusion du prix de revient participent au processus de cheapisation des humains et non-humains travaillant dans les plantations coloniales.

II – CONTEXTE GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE

Historiquement, l'hévéa fournit le latex servant à fabriquer du caoutchouc dit « naturel ». Ce dernier est extrait de l'arbre par le procédé de la saignée. Le XIX^e siècle connaît une innovation clé dans l'industrialisation de la fabrication de bottes puis de pneus en caoutchouc naturel : la vulcanisation du latex mise au point par Goodyear (Le Tacon, 2021, p. 74) qui évite la déformation jusqu'ici inhérente aux objets en caoutchouc. Elle est à l'origine de l'explosion de la demande de caoutchouc naturel caractéristique de la deuxième révolution industrielle, afin de porter l'industrie en pleine croissance des pneumatiques pour automobiles et cycles. Les plantations d'hévéas se multiplient alors dans les empires coloniaux, en Asie du Sud-Est majoritairement. Elles sont constituées d'une espèce spécifique d'hévéa (*Landophia brasiliensis*) dont les graines sont ramenées du Brésil en 1876 par Wickham, un botaniste anglais. Le Brésil et l'Afrique équatoriale constituent également des centres de production importants, le modèle africain reposant la récolte de la sève d'autres espèces de plantes sauvages à latex.

La croissance de la demande de caoutchouc s'accompagne d'une évolution de la cartographie de la production de

latex. Jusqu'aux années 1900, le Brésil demeure le premier producteur mondial, mais l'Asie du Sud-Est le supplante rapidement avec des zones géographiques proches (Malaisie, Ceylan, Indochine, Indonésie) appartenant à trois empires coloniaux différents (Angleterre, Pays-Bas et France). Les tentatives menées en Afrique équatoriale connaissent moins de succès, à part au Congo Belge. À l'échelle de l'empire colonial français, l'Indochine devient rapidement le principal lieu de production de latex, même si d'autres se créent aussi sur les territoires africains.

La multiplication des lieux de production se double d'une diversification des modes de production du caoutchouc. Au départ, et en particulier au Brésil, le latex est extrait au sein d'exploitations artisanales, organisées autour des hévéas déjà présents dans la forêt primaire. On parle de caoutchouc « de cueillette », expression également utilisée pour qualifier la production africaine. Par la suite, un autre modèle, qualifié de caoutchouc « de plantation » s'impose en Asie du Sud-Est où les forêts primaires sont détruites et remplacées par des plantations de monoculture intensive d'hévéas.

Enfin, dans les années 1930, le caoutchouc dit « de synthèse » fait son apparition, cependant sa fabrication nécessite toujours du latex d'hévéa naturel (plantation ou cueillette). Ainsi, c'est le modèle de la plantation qui s'impose dès l'ère coloniale dans la fabrication du caoutchouc, et qui perdure encore aujourd'hui. Les plantations d'hévéas sont la deuxième source de destruction des forêts primaires en Asie du Sud-Est au XX^e siècle, après l'huile de palme (Le Tacon, 2021). Cet appauvrissement du couvert forestier participe à une perte de biodiversité et du stock de carbone avec une augmentation des émissions de dioxyde de carbone. Le phénomène est difficile à mesurer précisément sur une longue période, mais nos sources témoignent de son ampleur comme dans le cas de la plantation de la ville de Kratie, dans l'actuel Cambodge, qui a connu une expansion de plus de 80 % de sa surface initiale en quelques mois : « c'est ainsi qu'elle [la plantation] a successivement couvert 1482 hectares en avril, 1931 hectares en juillet, 2181 hectares à partir du 1^{er} octobre, alors qu'elle s'étendait seulement à 1196 hectares fin 1935 » (*Le Temps*, 26 juillet 1937).

MÉTHODOLOGIE

Les plantations d'hévéas dans l'empire colonial français au début du XX^e siècle au prisme des archives de presse

Comme mentionné précédemment, nous faisons l'hypothèse que la diffusion du prix de revient du caoutchouc dans la presse du début du XX^e siècle a joué un rôle important quant à la représentation et la comparaison de différents modes de production du caoutchouc. Afin

de l'étudier, nous mobilisons des corpus de revues numérisés par la Bibliothèque nationale de France sur Gallica⁶ ainsi que le site Retronews⁷.

À la date du 17 mars 2023, le corpus de Gallica couvre 2001 revues⁸ éditées entre 1631 et 1951. La presse couverte est très variée, elle relève d'une audience nationale, locale ou coloniale, avec un objet généraliste ou spécialisé. Une partie importante de ce corpus bénéficie de la reconnaissance de texte OCR⁹. Il est ainsi possible de formuler des requêtes lexicométriques pour compter les occurrences de mots. Retronews est un site permettant de constituer un corpus à partir de requêtes par mots clés dans la presse numérisée sur Gallica (par ex. Baubeau et Riva (2020) pour une recherche mobilisant l'outil). Retronews fournit une double réponse : une réponse « quantitative » et « qualitative ». La première propose des graphes sur le nombre d'occurrence des mots, d'ensembles de mots ou d'expressions. La seconde liste l'ensemble des retours d'articles avec une option de filtrage : par date de publication (année ou décennie), par type de publication déjà classé (généraliste, économique, illustrée, scientifique, coloniale, jeunesse, etc.).

Pour cette recherche, nous avons retenu la période de 1900-1950 en suivant Bonneuil (1997, p. 284-285) qui donne plusieurs jalons : les premières graines d'hévéa n'arrivent qu'en 1897 à Saïgon à un moment où la production mondiale est faible : 44 000 t seulement en 1900, contre 357 000 en 1920 et 1 000 000 en 1939. Cette période correspond à la diffusion des modèles de plantation d'hévéas en Indochine : pas de production en 1900, 3000 t en 1920 et 65 000 en 1939. Le choix de l'année 1950 comme borne supérieure de la période tient à l'arrêt de la numérisation des corpus sur Retronews¹⁰.

Nous avons ensuite effectué les requêtes sur Retronews en utilisant les termes « hévéa » et « prix de revient » sur la période 1900-1950 sur un corpus de presse variée : des quotidiens d'audiences nationales, locales ou coloniales ou thématiques (scientifiques, culturels, etc.). En particulier, 748 journaux sur les 2 001 précédemment mentionnés portent sur notre période.

Sur la base de ces requêtes, nous présentons une double analyse. Une première quantitative vise à donner un aperçu global des résultats des requêtes, tandis que la seconde portant sur le traitement qualitatif des requêtes cherche à préciser et à expliciter le lien entre diffusion du prix de revient dans la presse et les différents modes de production du caoutchouc, à partir de la lecture des articles.

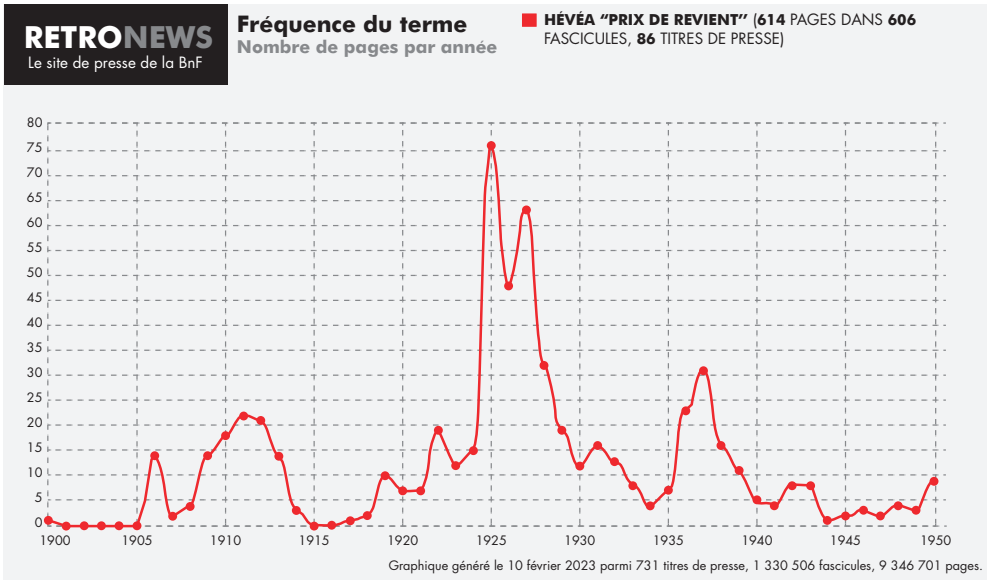
6. <http://gallica.bnf.fr> (dernier accès le 20/07/2023).

7. <https://www.retronews.fr/> (dernier accès le 20/07/2023).

8. <https://www.retronews.fr/titres-de-presse> (dernier accès le 20/07/2023).

9. OCR pour *Optical Character Recognition* que l'on peut traduire par *Reconnaissance optique de caractères*, qui désigne les procédés informatiques pour la traduction d'images de textes imprimés ou dactylographiés en fichiers de texte.

Figure 1 – Fréquence d'apparition de la notion de prix de revient dans le corpus 1900-1950 (nombre de pages par année de publication)



Note : En abscisse, on peut lire les années de publication et en ordonnée le nombre d'occurrences par année sur Retronews.

Source : Retronews, recherche « hévéa » et « prix de revient ».

III – RÉSULTATS EMPIRIQUES

1. Aperçu global des résultats

La première recherche par mots-clés donne les résultats ci-dessus sur Retronews :

Les résultats recourent la trajectoire historique de l'expansion de l'exploitation de l'hévéa. À la fin des années 1900, la tentative de l'implanter dans les empires coloniaux africains (Congo Belge, Afrique Équatoriale française) se traduit par un surcroît d'intérêt de la presse. Dans les années 1920, les débats autour de l'hévéa et du prix de revient prennent une tournure différente : l'accroissement de la production de caoutchouc amène le prix de marché en dessous de son prix de

revient. Pour garantir des prix minimums, le plan Stevenson est mis en place afin de réduire la production dans l'empire britannique. Les années 1930 sont marquées par l'émergence du caoutchouc de synthèse, n'utilisant que partiellement du caoutchouc naturel. Au début des années 1940, la question de la rentabilité de la production du caoutchouc est peu à peu occultée par la Seconde Guerre mondiale et la montée des mouvements indépendantistes.

Le classement du nombre de pages de titres de presse mentionnant « hévéa » et « prix de revient » sur la période 1900-1949 par type de presse (tableau 1), met en évidence la diffusion très large du prix de revient dans la presse. Il est logiquement mobilisé

10. <https://www.retronews.fr/content/qui-sommes-nous> (dernier accès le 20/07/2023).

Tableau 1 – Nombre de pages de titres de presse mentionnant “hévéa” et “prix de revient” sur la période 1900-1939 par type de presse

	Économique	Information générale	Coloniale	Illustrée	Régionale	Autres	Total
1900-1909	17 (40 %)	16 (38 %)	8 (19 %)	1 (2 %)	1 (2 %)	-	42
1910-1919	71 (47 %)	47 (31 %)	23 (15 %)	18 (12 %)	8 (5 %)	3 (2 %)	152
1920-1929	399 (76 %)	90 (17 %)	12 (2 %)	85 (16 %)	17 (3 %)	10 (2 %)	528
1930-1939	562 (54 %)	356 (34 %)	30 (3 %)	269 (26 %)	92 (9 %)	8 (1 %)	1048
1940-1949	32 (16 %)	136 (66 %)	4 (2 %)	75 (37 %)	25 (12 %)	6 (3 %)	205
Total	1081 (55 %)	645 (33 %)	77 (4 %)	448 (23 %)	143 (7 %)	26 (1 %)	1975

Source : Retronews.

dans les journaux économiques, mais aussi dans tous les types de presse : générale, régionale, coloniale, scientifique, etc. Les résultats montrent que jusqu'à la fin des années 1920, la dimension économique de la filière caoutchouc demeure centrale.

2. Résultats qualitatifs

Dans la *Dépêche coloniale* du 21 mars 1909, le débat témoignait de la compréhension de la dynamique historique par les contemporains. La surexploitation des ressources naturelles condamnerait irrémédiablement l'avenir des exploitations de caoutchouc de cueillette :

« Il n'y a pas longtemps encore, dans les milieux industriels et coloniaux, on s'accordait à prédire la disparition prochaine des espèces forestières de caoutchouc, détruites peu à peu par une exploitation outrancière [...]. On se demandait par suite, si à brève échéance, on n'allait pas se trouver en présence d'une pénurie complète de ce produit au moment même où les besoins des consommateurs allaient sans cesse croissant. » (*La Dépêche coloniale*, 21 mars 1909).

Les plantations d'hévéas en plein essor apparaissaient alors comme un mode de production alternatif viable, notamment à partir des expériences anglaises réalisées en Malaisie et au Ceylan :

« le développement pris par les plantations a eu raison des doutes de la première heure. Le résultat est que ce qu'on paraît redouter actuellement, ce n'est plus la disette, mais plutôt la surproduction du caoutchouc » (*La Dépêche coloniale*, 21 mars 1909).

Les observateurs de l'époque anticipaient ainsi une intensification de la concurrence des deux types de production (cueillette et plantation), ainsi qu'une baisse future des

cours du caoutchouc. Dans ce contexte, la question du prix de revient et de sa minimisation devint un sujet de préoccupation majeur dans la presse à grand tirage :

« Il est bien évident que les prix de revient peuvent varier suivant les plantations (...), mais il semble que le prix de 4 francs soit un prix maximum. Or, les pays où l'on cueille le caoutchouc le produisent d'ordinaire à des prix très sensiblement plus élevés. (...) La baisse des cours du caoutchouc est dans les perspectives à peu près certaines de l'avenir. (...) Les Sociétés de plantations sont celles qui auront le moins à souffrir de cette baisse, puisque, comme nous l'avons vu elles produisent le caoutchouc à un prix moins élevé que les pays où on le récolte dans les forêts. » (*L'Économiste français*, 12 mars 1910).

Dans ce qui suit, nous analysons les effets produits par cette diffusion du prix de revient et des métriques associées, en mobilisant les trois effets de la commensuration identifiés par Espeland et Sauder (2007) : la simplification, l'unification et la désunification.

Simplification

Les articles de presse de notre corpus mobilisent un ensemble de données chiffrées concernant le marché du caoutchouc : cours de Bourses, volumes exportés et prix de revient (soit donné directement par les entreprises ou bien évalué par des experts). Pour chaque mode de production, le prix de revient (et la manière dont chacune de ses composantes serait amenée à évoluer dans le temps) était largement commenté dans les articles de presse. Le plus souvent, le prix de revient était présenté comme une métrique de référence pour la comparaison

Figure 2 – *L'Économiste français*
(7 février 1914)

	Au 1 ^{er} janv. 1913.	Au 1 ^{er} sept. 1913.
Prix d'achat au natif.....Fr.	» »	» »
Emballage.....	400 »	400 »
Transport par terre.....	250 »	250 »
— fluvial (moyenne).....	150 »	75 »
— de Léopoldville à Matadi par chemin de fer.....	430 »	440 »
Droit de sortie, taxe de récolte et taxe de replantation.....	1.750 »	» »
Manutentions diverses et transit au Pool et à Matadi.....	50 »	50 »
Fret jusqu'à Anvers (taux déjà ré- duit, tarif officiel à 96 fr. 25 c.)..	70 »	66 25
Pertes, imprévus (dessiccation 5 0/0)..	400 »	400 »
Assurance et frais de vente.....	300 »	300 »
Totaux.....Fr.	3.500 »	1.381 25

des avantages et des perspectives d'évolution des différents modes de production du caoutchouc :

« la comparaison du prix de revient de chacune des sortes [de caoutchouc] permettra d'évaluer quel est l'avenir de chacun des modes de production » (*L'Action*, 29 novembre 1912).

« en fin de compte c'est surtout du prix de revient que doit dépendre le sort des caoutchoucs congolais » (*L'Information financière, économique et politique*, 1^{er} février 1914).

« à l'état de pureté, les caoutchoucs d'Afrique (...), se placent près du Para et satisfont, par leurs qualités spéciales, à des besoins déterminés de l'industrie. La concurrence ne s'établira pas sur la qualité intrinsèque, mais sur le prix de revient » (*La Dépêche coloniale*, 11 janvier 1918).

Différents extraits explicitaient le périmètre de ce prix de revient pour les différents modes de production. Par exemple, un tableau reproduit dans *L'Économiste français* de 1914 (figure 2) détaillait les différentes composantes du prix de revient d'une tonne de caoutchouc de cueillette au Congo en 1913.

L'item « Prix d'achat au natif » ne comportait pas de donnée chiffrée, car chaque société caoutchoutière pratiquait son propre tarif sur sa concession : ce montant était variable entre les différentes régions de la colonie. Ce tableau faisait également apparaître la réduction du prix de revient du caoutchouc au cours de l'année 1913. Cette diminution était d'une part liée à une réduction des tarifs du fret en Afrique équatoriale française, mais également à une décision du gouvernement de la colonie de réduire de manière importante les montants des droits de sortie (taxe sur les produits exportés), ainsi que le détaillait l'extrait de presse suivant :

« Pour aider les compagnies produisant le caoutchouc à réduire leur prix de revient, les sociétés de transports et le gouvernement de l'Afrique équatoriale leur ont accordé certaines concessions. Les *Messageries Fluviales du Congo* ont abaissé leur tarif de 250 à 187,50 fr par tonne, de Mongoumba (en aval de Bangui) à Brazzaville ; le *Chemin de fer du Congo* a ramené le sien de 419 fr à 136,50 fr ; les *Chargeurs Réunis* ont également décidé un dégrèvement temporaire de 10 frs par tonne. Les sacrifices consentis par le gouvernement de l'Afrique équatoriale sont de deux ordres : les droits de sortie ont été réduits 0,60 fr à 0,30 fr le kilogramme pour le caoutchouc d'arbre et de 0,45 fr à 0 fr. Quinze pour le caoutchouc d'herbes en septembre et en octobre derniers. » (*L'Information financière, économique et politique*, 1^{er} février 1914)¹¹.

Deux articles, parus à un an d'intervalle dans *L'Information financière, économique et politique* fournissaient des

11. Les passages en italiques sont soulignés ainsi dans le texte original.

Figure 3 – *L'Information financière, économique et politique* (extrait, 24 juillet 1913)

	En cents
Saignage des arbres et récolte du latex	20
Coagulation du latex et préparation du caoutchouc	4
Weeding ou nettoyage de la plantation	2
Entretien général, routes et fossés d'écoulement des eaux	2
Direction	5
Hôpital	2
Transport	1/2
Commissions	1/2
Frais d'embarquement	1/2
Redevance à l'Etat	1
Frais divers	2 1/2
Droit d'exportation	2 1/2
	42 1/2

renseignements similaires quant au caoutchouc de plantation. Ce mode de production nécessitait des travaux de défrichage et d'aménagement importants, ce qui affectait fortement le prix de revient au cours des premières années d'exploitation. L'article paru le 31 janvier 1912 détaillait la nature des dépenses de première installation à prendre en compte dans le prix de revient : « La première année, il faudra dépenser quelque 237 francs pour le déboisement proprement dit ; puis la plantation, avec jalonnage, (...) et sarclage, représentera une dépense de 356 francs. (...) Pour les années suivantes, il n'y a plus qu'à envisager les frais d'entretien, nettoyage, taille, soins, fourniture de tuteurs, remplacement, etc. On arrivera de la sorte à une dépense de 1250 francs pour les cinq premières années. » (*L'Information financière, économique et politique*, 31 janvier 1912).

Le deuxième article, parut le 24 juillet 1913, détaillait quant à lui les différents éléments du prix de revient une fois que la plantation était entrée en pleine activité, au cours de la sixième année (figure 3).

L'adoption par la presse du prix de revient du caoutchouc comme une métrique de référence pour évaluer et classer les différents modes de production donne lieu à un effet de *simplification*.

Tout d'abord, le choix de cette métrique tend à limiter le nombre de dimensions considérées pour comparer les différentes modalités de production du caoutchouc. Autrement dit, la presse mobilise un ensemble réduit de critères d'évaluation, correspondant au périmètre du calcul du prix de revient (dépenses de main-d'œuvre, de premier établissement, de transport, etc.). Ces critères sont harmonisés, car exprimés en une unité commune, celle de la monnaie. Comme nous le verrons par la suite, ils sont traités par la presse comme une série de paramètres comptables, dont l'évolution supposée orienterait à la hausse ou à la baisse le prix de revient, permettant de hiérarchiser les différentes alternatives productives.

D'autre part, cette focalisation sur le prix de revient dans la presse conduit à ne pas tenir compte des non-humains et des humains qui n'entrent pas dans le périmètre de calcul, conduisant à une dépréciation de leur valeur éthico-politique. Concernant les non-humains, les dépenses associées au défrichage nécessaire à l'établissement des plantations sont calculées précisément. Néanmoins, le processus de destruction des forêts primaires qui en résulte et ses conséquences, ne sont en aucun cas pris en compte dans le raisonnement, en raison du problème d'incommensurabilité de la nature (Espeland et Stevens, 1998). Dans le cas des exploitations de cueillette, la forêt primaire est considérée comme une simple réserve de ressources à extraire : seules les

dépenses associées au processus d'extraction sont prises en compte dans le calcul du prix de revient, sans aucune mention de la capacité de reproduction des plantes. Concernant les humains, les *seringueros* brésiliens et les *coolies*¹² asiatiques étaient considérés comme un réservoir de main-d'œuvre à faible coût :

« Il y a d'ailleurs en Extrême-Orient des réservoirs de main-d'œuvre (île de Java, Indes anglaises), qui alimentent les plantations en ouvriers, lesquels, sans être des plus robustes, donnent un travail régulier à un prix de revient très avantageux. » (*L'Information financière, économique et politique*, 11 novembre 1922).

Les récolteurs congolais, quant à eux, étaient présentés comme des entrepreneurs libres de produire et dont la rémunération était variable :

« Le noir, en effet, croit qu'on le trompe quand on lui paie un produit moins cher qu'on n'a coutume et renonce alors à travailler. » (*L'Économiste français*, 7 février 1914).

La violence des conditions d'exploitation de la main-d'œuvre colonisée telles que le travail contraint et les exactions commises sur les populations en Afrique, ou les conditions de vie misérables des *seringueros* d'Amérique du Sud, demeurent absolument occultées. Dans le meilleur des cas, ces aspects étaient parfois mentionnés comme une valeur plancher du prix de revient, nécessaire au renouvellement de la main-d'œuvre :

« le Brésil (...) en est donc, au moins pour le moment, réduit au Para [caoutchouc] de cueillette, dont le prix de revient au port d'embarquement, ne peut descendre

au-dessous de 6 francs, et tout le monde connaît les misérables conditions d'existence des seringueros, parmi lesquels le taux de mortalité atteint 15 % par mois. » (*La Dépêche coloniale*, 21 mars 1909).

L'exclusion du périmètre de quantification d'un certain nombre d'aspects des conditions d'exploitation des humains et non-humains conduit à une sous-valorisation, voire à une non-valorisation de ces aspects par les techniques comptables. Ces dimensions ne sont pas intégrées dans les processus décisionnaires fondés sur le prix de revient. Il s'ensuit un phénomène de dépréciation éthico-politique des travailleurs humains et non humains, leurs conditions d'exploitation n'étant pas considérées utiles pour la prise de décision des investisseurs.

Unification

Le marché international du caoutchouc était caractérisé au début du XX^e siècle par une grande variété d'espèces, en fonction du lieu et du mode de production. Ainsi, il existait une diversité similaire des cours mondiaux : les caoutchoucs de cueillette brésiliens étant réputés de meilleure qualité

Figure 4 – Cours des espèces de caoutchouc africain (*L'Économiste français*, 14 juin 1913)

1913.	Espèces.	Fin décembre 1912.	Fin mai 1913.
	Kasai rouge I. Fr.	11 » à 11.30	7.75 à 8.25
	Kasai rouge, genre Loanda II (noisettes).....	9 » 9.25	7.50 7.75
	Kasai noir I.	11 » 11.30	7.75 8.25
	Equateur, Yengu, Kelemba, Lulonga.....	11 » 11.30	7.85 8.25
	Haut-Congo ordinaire, Sankuru Lomami.....	11 » 11.30	7.85 8.25
	Mongala lanières.....	11 » 11.30	7.85 8.25
	Wamba rouge I.....	7.50 7.90	5.50 5.75
	Détroits crêpe I.....	12.20 12.42½	9.10 9.30

12. Le « coolie » est un terme colonial désignant les travailleurs et travailleuses agricoles d'origine asiatique, tandis que celui de « seringueros » désigne ceux des exploitations d'hévéas en Amérique du Sud.

donc plus chers, les caoutchoucs africains de qualité inégale, donc de prix variable (figure 4), et enfin les caoutchoucs de plantation qui s'échangeaient à un prix souvent comparable aux caoutchoucs africains, malgré une qualité souvent moindre.

L'usage du prix de revient par la presse pour comparer les divers modes de production génère un processus d'*unification*. Faire appartenir différents modes de production du caoutchouc à une même métrique monétaire commune établit une relation de similarité entre des processus d'obtention des produits dont la qualité et le prix sont pourtant différents. Autrement dit, le caoutchouc est implicitement considéré comme un produit homogène, permettant d'établir une comparabilité de nature économique entre les différents modes de production, par analogie avec les décisions d'investissement industriel.

Une première conséquence de ce processus d'unification résulte en la construction d'un caractère répliquable des plantations anglaises et hollandaises dans d'autres espaces de l'empire colonial français :

« L'amortissement des frais généraux de la plantation étant réparti sur quinze ans, le prix de revient du caoutchouc serait (...) au-dessous de 2 francs à l'âge de onze ans. (...) De tous ces chiffres, (...) on peut déduire l'intérêt de premier ordre que présente la plantation de l'hévéa à la Côte d'Afrique, aussi bien pour les capitaux européens que pour l'indigène. » (*La Dépêche coloniale et Maritime*, 25 janvier 1918).

« Quant à la culture [en Afrique], on ne devra s'y livrer que prudemment (...) seulement avec des essences judicieusement choisies (...) et là où une main-d'œuvre suffisante et bon marché pourra permettre

d'obtenir du caoutchouc à un prix voisin de 2 francs le kilogramme. » (*La Dépêche coloniale*, 21 mars 1909).

Par exemple, ce phénomène s'illustre dans le développement de plantations dans l'État du Para au Brésil, pour tenter de faire face à l'augmentation des coûts de production du caoutchouc de cueillette :

« On pourrait arriver à diminuer très notablement le prix de revient du caoutchouc brésilien, en substituant à l'exploitation forestière la pratique des plantations, qui seule permet d'employer des procédés perfectionnés d'extraction et de préparation. » (*L'Information financière, économique et politique*, 31 janvier 1912).

« Un contrat est intervenu au mois de mai dernier entre le Gouverneur fédéral et l'État de Para en vue de favoriser le développement et la prospérité de l'industrie du caoutchouc. Ce contrat comporte : (...) la propagande [sic] des procédés modernes d'incision des arbres à caoutchouc et de récolte du latex ; la plantation intensive de l'hévéa dans les régions où l'on *peut abaisser* le coût de production et du transport ; la création de primes à la plantation de la *seringueira*. » (*L'Économiste français*, 14 juin 1913).

La deuxième conséquence de ce phénomène d'unification est l'instauration d'une relation de substituabilité entre les deux modèles productifs de cueillette et de plantation. L'acheteur de caoutchouc étant supposé indifférent entre les deux alternatives d'un point de vue technique (car elles permettent d'obtenir un produit homogène), elles peuvent dès lors être substituées en fonction de l'évolution de leurs conditions économiques respectives. Ainsi, le caoutchouc de cueillette présentait une

alternative viable d'un point de vue économique, tant que son prix de revient n'excédait pas celui du caoutchouc de plantation : « Si le remède de la crise doit se trouver dans une amélioration de la qualité des produits sauvages, dans une recherche de méthodes meilleures de récolte et de coagulation, il est également, et surtout, dans la diminution du prix de revient (...) Ainsi, d'après M. Merlin, les caoutchoucs congolais sont en état de lutter victorieusement sur le marché mondial, et d'empêcher leur éviction par les caoutchoucs de plantation, surtout avec les concours apportés de différents côtés pour déterminer une réduction du prix de revient. » (*L'Information financière, économique et politique*, 1^{er} février 1914).

De cette manière, les articles de presse relayaient un discours visant à encourager les exploitations de caoutchouc de cueillette, tant qu'il en était encore temps :

« Quant aux lianes du Laos, il faut les exploiter à outrance pendant que le prix de la gomme est encore rémunérateur : on peut en dire autant des lianes africaines (...) Le caoutchouc, encore producteur de premier rang pour certaines de nos possessions, ne tardera pas à perdre sa place et la lutte ne sera possible encore quelques années qu'en exploitant rapidement leurs échelles naturelles, tant que les conditions économiques de cette exploitation permettront un rendement supérieur. » (*La Dépêche coloniale*, 21 mars 1909).

Finalement, le phénomène d'unification conduit à établir une comparabilité de modes de production du caoutchouc très différents, avec le prix de revient comme étalon de mesure. Il s'incarne dans une série de discours dans la presse, visant d'une

part, à encourager seulement l'exploitation du caoutchouc de cueillette dans les cas où son prix de revient ne dépassait pas celui des plantations, et d'autre part, à envisager toutes les options de réplcation possible du modèle de la plantation. De la sorte, l'unification encourage la surexploitation des ressources naturelles (caoutchouc de cueillette), et le développement des zones de destruction des forêts primaires (réplcation du modèle des plantations).

Désunification

Un processus de désunification est généré par le classement et la hiérarchisation des différents modes de production du caoutchouc par rapport à leur prix de revient. En considérant le prix de vente du caoutchouc sur le marché international comme une donnée exogène, la performance et la pérennité d'un mode d'exploitation se mesure par l'écart entre son prix de revient et le prix de vente. Le prix de revient était alors établi comme le seul critère d'évaluation, interchangeable en tous lieux :

« Les Sociétés de plantations sont celles qui auront le moins à souffrir de cette baisse [des cours du caoutchouc], puisque, comme nous l'avons vu, elles produisent le caoutchouc à un prix moins élevé que les pays où on le récolte dans les forêts. Elles ont une large marge qui leur permet de réaliser des bénéfices même avec des prix assez bas. » (*L'Économiste français*, 12 mars 1910).

Ainsi, les articles de presse produisaient un classement des différents modes de production en comparant chacune des composantes du prix de revient, et en émettant des hypothèses sur leur évolution à moyen terme. Ainsi, une première dimension du

processus de désunification se jouait sur le critère de la main-d'œuvre. Les *coolies* des plantations asiatiques étaient systématiquement présentés comme une main-d'œuvre très bon marché, ayant des exigences salariales bien moindres que dans d'autres endroits du globe :

« Le coolie ou tahi d'Extrême-Orient reçoit un salaire quotidien de 6 pence et on estime qu'il lui faut 20 jours de travail pour récolter un quintal de gomme sèche. Le travailleur bolivien qui récolte 6 livres de gomme sèche quotidiennement gagne un salaire journalier de (...) 66 pences, c'est-à-dire onze fois plus que le coolie. » (*L'Économiste français*, 7 février 1914).

Inversement, la main-d'œuvre utilisée employée à la production du caoutchouc de cueillette était considérée comme beaucoup moins avantageuse d'un point de vue économique. Par exemple, la main-d'œuvre au Brésil était réputée très chère et confrontée à des taux de mortalité très élevés :

« La mortalité était assez élevée parmi les ouvriers récolteurs, etc. Toutes ces charges ou conditions défectueuses donnent un prix de revient de 6 à 7 francs le kilogramme de gomme » (*L'Économiste français*, 8 juillet 1911).

« Actuellement on estime qu'en Amazonie, étant donnée la cherté des vivres, le *seringuero* dépense, pour sa seule nourriture près de 5 fr. par jour : si on ajoute à cette dépense première les salaires, les frais de transport, l'amortissement du matériel, on peut estimer que l'ouvrier (...) revient à près de 12 fr. par jour. » (*L'Action*, 29 novembre 1912)

Quant à la main-d'œuvre africaine, elle était dépeinte comme versatile, refusant

de produire à des prix trop bas et coutumière de fraudes nuisant à la qualité du caoutchouc :

« En Afrique, il est peut-être plus difficile encore de se rendre compte du prix de revient du caoutchouc sauvage, car la cote de la gomme dépend uniquement [sic] de l'offre et de la demande, de l'adresse avec laquelle les négociations sont menées par les agents des *factoreries*, de la plus ou moins grande valeur que le nègre accorde aux marchandises, de traite qu'on lui donne en paiement, des exactions, plus ou moins nombreuses qu'a dû subir, sur sa route, la caravane. » (*L'Action*, 29 novembre 1912)

« Le caoutchouc de cueillette est souvent frelaté. Non seulement l'indigène manque de soins pour opérer, de façon tout à fait convenable, la coagulation du latex, mais souvent aussi il maquille le produit pour lui donner du poids. » (*L'Économiste français*, 12 mars 1910)

Une deuxième dimension du processus de désunification porte sur les différences des conditions d'exploitation du milieu naturel. L'exploitation du caoutchouc de cueillette était présentée comme non « rationalisable », car dénuée d'aménagements spécifiques du milieu naturel. De plus, extrait de manière intensive, il causait des dommages irréversibles aux arbres à latex, condamnant à terme ce mode d'extraction :

« Les indigènes dans les forêts de l'Amazonie et du Congo recueillent le latex à forfait en saignant les arbres à mort et dévastent les cantons. » (*Bulletin du Comité de l'Asie française*, 1 décembre 1908).

« L'exploitation abusive ou la dévastation des peuplements de lianes ou de funtunia, en Afrique, est depuis quinze ans

de connaissance courante. » (*La Dépêche coloniale*, 11 janvier 1918).

À l'inverse, les plantations d'hévéas asiatiques impliquaient une série d'aménagements très importants du milieu naturel. L'agencement des arbres et la création de voies d'accès adaptées optimisaient la productivité des travailleurs au sein de l'espace défriché. De cette manière, la plantation présentait un avantage indéniable en termes de maîtrise des coûts par rapport au caoutchouc de cueillette, qui nécessitait des expéditions de plus en plus lointaines (et donc coûteuses) pour trouver des arbres en bon état, notamment au Brésil¹³ :

« La plantation présente sur la forêt un certain nombre d'avantages. La circulation entre les lignes d'arbres est aisée et permet la surveillance de chaque hévéa. L'accès aux véhicules, aux ouvriers est aussi facile que dans une vigne. On peut pratiquer des incisions rationnelles, une coagulation scientifique du latex. » (*L'Économiste français*, 8 juillet 1911).

« Ces objections sont elles-mêmes retoquées par les défenseurs du caoutchouc de plantation. Ils représentent que les prix de revient des plantations bien ordonnées fléchissent quand on s'éloigne des années de début, alors que pour le caoutchouc sauvage les frais, notamment au Brésil vont croissant. » (*L'Économiste français*, 7 février 1914).

Enfin, le processus de désunification porte sur un dernier critère, celui de l'évolution du volume de production. L'exploitation du caoutchouc de cueillette ne pouvait pas espérer intensifier les volumes produits de

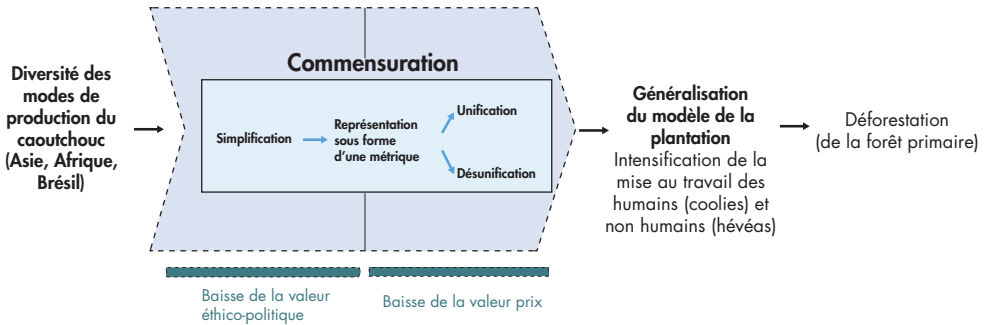
manière importante, car ceux-ci dépendaient de la localisation et de la concentration naturelle des plantes à latex dans la forêt. À l'inverse, le volume de production des plantations d'hévéas était amené à s'élever fortement, car le rendement d'un arbre augmente avec le temps. L'accroissement du coût de production dans les plantations étant supposé moins important que celui de leur rendement, le prix de revient serait ainsi amené à fortement diminuer dans les années à venir :

« Ainsi, grâce à l'augmentation seule de la production, le prix de revient doit être normalement réduit puisque les frais généraux qui sont à peu près invariables, seront répartis sur des quantités plus grandes. » (*L'Information financière, économique et politique*, 24 juillet 1913).

« Lorsque les nouvelles plantations à grand rendement arriveront à production, elles pourront produire environ 1 500 lbs à l'acre contre 500 aujourd'hui. Environ 70 % de leur coût total d'exploitation ne varient pas, que la production soit de 1 500 lbs à l'acre ou de 500, de sorte que le prix de revient diminuera considérablement en augmentant le rendement. » (*L'Économiste français*, 27 août 1932).

Ainsi, dans les discours véhiculés par la presse, le prix de revient du caoutchouc de cueillette était voué à demeurer à son niveau de l'époque, voire à augmenter inexorablement, tandis que celui des plantations devait connaître une baisse constante et soutenue. La plupart des articles de presse étudiés prédisaient alors l'abandon inexorable du caoutchouc de cueillette face à une

13. « Malheureusement (...), les forêts dont on tire la gomme sont de plus en plus éloignées des moyens de transport : le prix de revient s'élève donc » (*L'Économiste français*, 8 juillet 1911), voir aussi *L'Économiste français* (12 mars 1910).

Figure 5 – Le processus de *cheapisation* via les usages du prix de revient

généralisation du modèle de la plantation, de manière à répondre à la demande sans cesse croissante :

« le prix de revient des caoutchoucs de cueillette étant sensiblement supérieur au prix de revient des caoutchoucs de plantations, les premiers sont nécessairement appelés à disparaître en présence des seconds. (...) Les caoutchoucs de cueillette paraissent devoir craindre, dans un avenir plus ou moins rapproché, de se trouver en grande partie évincés du marché européens. » (*La Dépêche coloniale*, 10 août 1913).

« les planteurs pourront apporter aux nouvelles cultures des perfectionnements qui sont dès à présent indiqués par les leçons de l'expérience (...) [qui] *permettront assurément à ces plantations de rester productives avec un prix de revient réduit* » (*L'Information financière, économique et politique*, 11 novembre 1922)¹⁴.

En fin de compte, l'illustration des mécanismes de (dés)unification de la commensuration par l'usage du prix de revient dans la presse met en évidence la manière

dont la diffusion de métriques comptables, en rendant comparable divers modes de production participe à une tendance à la baisse continue du prix de revient. La mise en compétition dans les discours véhiculés par la presse des différents modes de production en fonction de leur prix de revient contribue à uniformiser les pratiques en s'alignant sur les moins coûteuses, au prix d'une exploitation toujours plus intense des travailleurs humains et non humains. L'ensemble de ces mécanismes sont synthétisés dans la figure 5.

CONCLUSION

Dans cet article, nous montrons que les outils comptables et plus particulièrement le calcul du prix de revient sont des constructions centrales pour repenser l'Anthropocène. Dans le cas des plantations coloniales d'hévéa, l'étude de la diffusion du prix de revient dans la presse permet de mettre en évidence le processus de *cheapisation* des humains et non-humains via les dimensions du processus

14. Les passages en italique sont soulignés ainsi dans le texte original.

de commensuration (simplification, unification, désunification).

Dans notre cas, la diminution conjointe de la valeur éthico-politique et prix, rendue visible par la diffusion de métriques comptables dans la presse, se traduit par une intensification de la déforestation et de l'exploitation des travailleurs coloniaux. Autrement dit, les hypothèses de construction des métriques comptables et leur diffusion jouent un rôle dans la prise de décision économique et financière, favorisant durablement certaines formes de production et de consommation.

Plus globalement, le concept de cheapisation de Moore nous semble pertinent afin de déplacer la focale des sciences de gestion au-delà des humains, de manière à prendre en compte les composantes « non humaines » des processus de production (Ergene *et al.*, 2021), appelant ainsi à d'autres recherches mobilisant ce concept.

De plus, notre étude éclaire plus largement le rôle historique du management et de la comptabilité dans l'intensification des processus de l'Anthropocène (Bebbington *et al.*, 2019a ; Shrivastava *et al.*, 2019 ; Valiorgue *et al.*, 2021). À rebours d'une littérature qui positionne les pratiques managériales comme des solutions aux enjeux planétaires de l'Anthropocène (Valiorgue, 2020), notre approche historique montre la participation active des outils dans l'intensification des dynamiques destructrices de l'Anthropocène (Banerjee et Arjaliès, 2021 ; Ergene *et al.*, 2021).

Le rôle d'autres outils de gestion aurait pu être envisagé dans le cadre de cette étude, notamment celui de la publicité pour développer une demande autour de l'automobile et du cycle. Ainsi, d'autres dynamiques de

la généralisation du modèle de la plantation auraient pu être mises à jour. Une autre limite de ce travail réside dans le type de sources que nous mobilisons. Par exemple, notre recherche ne porte pas sur les prix de revient calculés au sein des plantations et il aurait été particulièrement intéressant de les confronter aux prix de revient qui circulaient dans la presse pour en analyser les similitudes ou les différences.

Une telle approche historique n'empêche pas un ancrage dans l'actualité. Les plantations d'hévéa restent aujourd'hui la première cause de destruction des forêts primaires en Asie du Sud-Est (Hurni et Fox, 2018). Bien que l'Union européenne ait interdit l'importation de caoutchouc issu de la déforestation depuis décembre 2022, sa culture reste indispensable pour soutenir l'essor continu de la mobilité routière et de ses nuisances : dérèglements climatiques, artificialisation des sols et pollution de l'air notamment ; la taille des véhicules et des pneumatiques ne faisant qu'enfler, indépendamment de l'électrification du parc automobile.

Plus globalement, cette recherche met en évidence certains mécanismes ayant conduit à favoriser le modèle de la plantation pour l'exploitation de l'hévéa. L'approche historique souligne le poids structurel du passé dans la prédominance des plantations dont nous ne sommes pas sortis aujourd'hui. Ces questions ne sont d'ailleurs pas propres au seul hévéa : d'autres ressources (huile de palme, café, cacao, etc.) pourraient faire l'objet d'un même travail. Enfin, ce travail souligne la nécessité d'étudier le rôle actuel des métriques comptables dans le choix des modes d'exploitation du vivant et du non-vivant, afin d'éclairer les modalités contemporaines de ce type de prise de décision.

BIBLIOGRAPHIE

- Banerjee S.B., Arjaliès D.-L. (2021). “Celebrating the end of enlightenment: Organization theory in the age of the Anthropocene and Gaia (and why neither is the solution to our ecological crisis)”, *Organization Theory*, vol. 2, n° 4.
- Baubeau P., Riva A. (2020). « Au prisme du scandale : crise, faillites bancaires et régulation financière dans la France de l'entre-deux-guerres », *Entreprises et histoire*, vol. 101, n° 4, p. 44-63.
- Bebbington J., Österblom H., Crona B., Jouffray J.-B., Larrinaga C., Russell S., Scholtens B. (2019a). “Accounting and accountability in the Anthropocene”, *Accounting, Auditing & Accountability Journal*, vol. 33, n° 1, p. 152-177.
- Bebbington J., Österblom H., Crona B., Jouffray J.-B., Larrinaga C., Russell S., Scholtens B. (2019b). “Accounting and accountability in the Anthropocene”, *Accounting, Auditing & Accountability Journal*, vol. 33, n° 1, p. 152-177.
- Bonneuil C., Fressoz J.-B. (2013). *L'événement anthropocène : la Terre, l'histoire et nous*, Le Seuil, Paris.
- Cooper C., Taylor P. (2005). “Independently verified reductionism: Prison privatization in Scotland”, *Human Relations*, vol. 58, n° 4, p. 497-522.
- Crutzen P.J. (2002). “Geology of mankind”, *Nature*, vol. 415, n° 6867, p. 23-23.
- De Cock C., Nyberg D., Wright C. (2021). “Disrupting climate change futures: Conceptual tools for lost histories”, *Organization*, vol. 28, n° 3, p. 468-482.
- Desrosières A. (2008). *L'argument statistique*, Presses de l'École des mines, Paris (Sciences sociales).
- Ergene S., Banerjee S.B., Hoffman A.J. (2021). “(Un)Sustainability and organization studies: Towards a radical engagement”, *Organization Studies*, vol. 42, n° 8, p. 1319-1335.
- Espeland W.N., Sauder M. (2016). *Engines of Anxiety: Academic Rankings, Reputation, and Accountability*, Russell Sage Foundation.
- Espeland W.N., Stevens M.L. (1998). “Commensuration as a social process”, *Annual Review of Sociology*, vol. 24, n° 1, p. 313-343.
- Espeland W.N., Sauder M. (2007). “Rankings and reactivity: How public measures recreate social Worlds”, *American Journal of Sociology*, vol. 113, n° 1, p. 1-40.
- Hurni K., Fox J. (2018). “The expansion of tree-based boom crops in mainland Southeast Asia: 2001 to 2014”, *Journal of Land Use Science*, vol. 13, n° 1-2, p. 198-219.
- Le Tacon F. (2021). *La déforestation : essai sur un problème planétaire*, Quae, Versailles.
- Llewellyn S., Northcott D. (2005). “The average hospital”, *Accounting, Organizations and Society*, vol. 30, n° 6, p. 555-583.
- Lohmann L. (2009). “Toward a different debate in environmental accounting: The cases of carbon and cost-benefit”, *Accounting, Organizations and Society*, vol. 34, n° 3, p. 499-534.

- Miller P. (1992). "Accounting and objectivity: The invention of calculating selves and calculable spaces", *Annals of scholarship*, vol. 9, n° 1/2, p. 61-86.
- Moore J.W. (2015). *Capitalism in the Web of Life: Ecology and the Accumulation of Capital*, Verso Books.
- Moore J.W. (2016). *Anthropocene or Capitalocene? Nature, History, and the Crisis of Capitalism*, PM Press.
- Moore J.W. (2017). "The Capitalocene Part I: On the nature & origins of our ecological crisis", *Journal of Peasant Studies*, vol. 44, p. 594-630.
- Patel R., Moore J.W. (2018). *Comment notre monde est devenu cheap : une histoire inquiète de l'humanité*, Flammarion, Paris.
- Porter T.M. (1995). *Trust in Numbers: The Pursuit of Objectivity in Science and Public Life*, Princeton University Press.
- Ruddiman W.F., Ellis E.C., Kaplan J.O., Fuller D.Q. (2015). "Defining the epoch we live in", *Science*, vol. 348, n° 6230, p. 38-39.
- Samiolo R. (2012). "Commensuration and styles of reasoning: Venice, cost-benefit, and the defence of place", *Accounting, Organizations and Society*, vol. 37, n° 6, p. 382-402.
- Shrivastava P., Zsolnai L., Wasieleski D., Stafford-Smith M., Walker T., Weber O., Krosinsky C., Oram D. (2019). "Finance and management for the Anthropocene", *Organization & Environment*, vol. 32, n° 1, p. 26-40.
- Steffen W., Grinevald J., Crutzen P.J., McNeill J. (2011). "The Anthropocene: Conceptual and historical perspectives", *Philosophical Transactions of the Royal Society A: Mathematical, Physical and Engineering Sciences*, vol. 369, n° 1938, p. 842-867.
- Valiorgue B. (2020). *Refonder l'agriculture à l'heure de l'anthropocène*, Le Bord de L'eau.
- Valiorgue B., Labardin P., Bluntz C. (2021). "Reforming farm accounting to tackle the food challenge of the Anthropocene", *Systèmes alimentaires/Food Systems*, n° 6, p. 45-66.